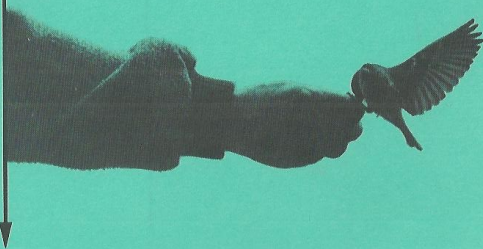


# CARREFOUR

des nouvelles du liban



Revue trimestrielle N° 2 - 1992

ment des marchés du travail, du retrécissement du niveau d'adaptation technique et de formation. Et dans ce cadre, le comité estime nécessaire de développer les contrats de formation à l'intérieur des entreprises et la mise sur pied de stimulants pour encourager les travailleurs dans le secteur de formation. De même, il souligne l'importance de redonner vie et de développer l'Institut national pour l'emploi, chargé d'améliorer les conditions d'équilibre sur le marché du travail et celles du niveau de formation de la main d'oeuvre. Le comité insiste dans le même cadre sur la nécessité de renforcer l'organisation du travail des étrangers sur le territoire libanais.

f - Le rappel du droit des réfugiés au retour et la mise sur pied des conditions nécessaires à la réalisation de ce retour à tous les niveaux, en faisant de la question de la reconstruction des régions détruites la priorité de la reconstruction.

g - L'accélération de la création du Conseil économique et social dans le but d'organiser et de développer le dialogue direct et responsable entre les acteurs productifs. La création de ce Conseil renforcera les opportunités d'apporter des remèdes sérieux, complémentaires et non-improvisés aux problèmes économiques, tout comme il allégera l'intensité de la tension sociale, en apportant enfin son aide aux pouvoirs législatif et exécutif.

## 6 - Remarques finales

Ce rapport comporte de nombreuses recommandations essentielles, certaines applicables à court terme et d'autres exigeant des décisions complémentaires.

Ces recommandations, que le comité estime être un tout indissociable, constituent un cadre pour une politique économique aux buts et aux moyens définis, et se basent dans l'essentiel sur les capacités propres et disponibles des Libanais. Le critère décisif dépend de la volonté et de la capacité du corps politique officiel à mettre ces recommandations en exécution.

*(traduit de l'arabe)*

## Entretien

### Entre eux deux

Ces dernières années, la reconstruction de l'Etat a été au centre du débat politique au Liban: fallait-il s'agripper à la Constitution en la considérant comme intangible ou bien créer une Seconde République ? Fallait-il choisir le renouvellement, au risque de perdre son âme, ou au contraire privilégier la continuité, au risque de l'isolement ? Pour le général Aoun, la réponse ne faisait pas de doute, et il la formula de la manière la plus simple, voire la plus simpliste: opposée à une occupation étrangère, son initiative s'identifiait facilement à la Résistance française, et lui-même devenait, comme par miracle, une sorte de général De Gaulle...

Au delà de cette mythologie assez dérisoire, il est remarquable de noter l'importance de la France comme modèle culturel du politique. Mais n'est-ce pas également le cas chez les adversaires du Général ? Chez les partisans des accords de Taef, l'expression "II<sup>ème</sup> République" n'évoque-t-elle pas curieusement la succession des Constitutions qui ont donné forme à la France moderne ? La IV<sup>ème</sup> succédant à la III<sup>ème</sup> République, discréditée par Vichy, et la V<sup>ème</sup> remplaçant miraculeusement la IV<sup>ème</sup>, peuvent donner a posteriori une vision assez idyllique de l'Histoire... Cinquante ans après l'Indépendance, on se demande encore si la nation libanaise peut penser ses structures autrement qu'en référence à "la Tendresse Mère" ?

De tous temps et en tous lieux, l'importation de modèles politiques étrangers pose de graves problèmes d'adaptation culturelle. En même temps, cette adaptation semble bien indispensable.. Tout le problème semble donc d'en définir les modalités. A l'heure où les Français eux-mêmes s'interrogent sur leur identité culturelle, mise à mal par l'émergence de l'Europe, il semble urgent de nous demander ce que peuvent signifier ces concepts en Orient. Que l'on se pose seulement cette question à propos du Liban: existe-t-il une identité nationale libanaise ? Quelles formes peut-elle prendre ? Et quel rôle

peut y jouer l'Etat libanais ?

Certains répondent par avance négativement. Mais avant d'évacuer des questions aussi complexes, il conviendrait peut-être de ne pas éliminer de la scène le principal acteur, à savoir le peuple ou, comme l'on dit, "la société civile" (expression elle-même d'importation récente). Et ceci d'autant plus que l'état-nation est devenu, dans le Tiers-Monde comme en Occident, un réflexe cognitif qui influence les individus très en profondeur, d'une manière tout à fait inconsciente et passionnelle. D'ailleurs, pour désigner ce qui unit des citoyens qui ne se connaissent pas entre eux, ne parle-t-on pas de "sentiment" national ? Cependant, en France et au Liban, les mots "état" et "nation" recouvrent non seulement des réalités diverses, mais aussi des connotations affectives bien différentes. De sorte que l'on peut se demander si ce qui résiste à l'émergence de la nation n'est pas quelque chose du même ordre, de l'ordre du sentiment.

Pour ces raisons, nous souhaitons porter un regard neuf -et pourquoi pas, un peu naïf-, sur cette partie cachée de l'iceberg politique. Une première tentative en ce sens exigeait deux préalables. D'une part il fallait prendre un peu de champ par rapport au Liban, ne pas nous complaire dans notre souffrance, et adopter un point de vue résolument interculturel. D'autre part, il fallait donner la parole à de simples citoyens, aussi près que possible de leur expérience individuelle. C'est ce que nous avons tenté de concilier en suscitant dans nos pages un dialogue avec un couple mixte franco-libanais.

Elle, est libanaise, infirmière. Lui, est français, sociologue. Tous deux proviennent de classes moyennes d'origine provinciale, lui d'une famille d'instituteurs laïcs, elle de modestes propriétaires terriens et croyants fervents. Par goût et par qualification, mari et femme ont accepté de se prêter au jeu avec nous. Nous leur avons simplement demandé ce que représentait pour eux la nation, dans leur vie quotidienne. Ils ont accepté de dia-

loguer librement devant un micro anonyme, et de nous faire entrer dans l'intimité de leur expérience.

Significativement, le propos n'a cessé d'osciller entre le rôle de l'Etat et celui de la famille, mais aussi entre subjectivité française et subjectivité libanaise. Inévitablement, l'expression d'une expérience met en oeuvre autant les sentiments qu'une analyse rationnelle: ce que l'on gagne en introspection, on le perd en angle de vue. C'est l'inconvénient de toute situation expérimentale.. Il ne s'agit donc pas de généraliser: plus de questions sont posées que de réponses apportées. Pourtant, qui dit "deux" dit bien possibilité de comparer. C'est le regard croisé qui est ici garant d'une certaine objectivité.

CARREFOUR

### NATION, ETAT, FAMILLE un regard franco-libanais

Lui - En tant que français, ce qui m'a toujours frappé au Liban c'est le contraste entre la faiblesse de l'Etat et la vigueur apparente de la société. Malgré la guerre, les relations sociales sont restées d'une grande richesse, elles ont gardé leur caractère chaleureux, même entre des personnes que l'on pourrait croire ennemies. Mais ce n'est pas qu'une question d'intensité: cela fonctionne très différemment qu'en Occident. Pour sa part, l'Etat n'a pas grand chose à offrir à ses administrés en échange de leur allégeance. Les salaires des fonctionnaires sont restés très loin derrière l'inflation. Le système de protection sociale, qui avait pris un bon début avant la guerre, est devenu précaire. Que dire de la sécurité physique des personnes, qui n'a pas été assurée pendant 15 ans ? De sorte que l'on se demande, surtout vu de France (où l'on est très "étatiste"), sur quoi pourrait s'appuyer l'unité nationale. On sent bien qu'il y a un dynamisme interne qui persiste, et qui fait que l'on garde espoir, mais on se demande en dernier ressort à qui il profite.

Mon attention avait été attirée sur ce paradoxe dès mon premier séjour au Liban avec toi, il y a quelques années alors que nous faisons des examens médicaux en vue de notre mariage...

Elle - Tu veux dire à l'hôpital ?..

Lui - Oui, tu te rappelles ? Nous cherchions à nous débarrasser de cette formalité fastidieuse à l'hôpital de S., ta ville d'origine. En faisant la queue, nous croisons le laborantin, qui se trouve être un ami à toi. Alors, il nous fait passer devant plusieurs personnes... Sans savoir pourquoi, cela m'avait mis mal à l'aise: venant de France, ce recours au "piston" me parut anormal, alors qu'il aurait suffi de s'inscrire à l'accueil, comme dans n'importe quel hôpital français, auquel cette institution libanaise ressemblait d'ailleurs. Peut-être que je me mettais à la place des gens qui font la queue en France: ça aurait sûrement soulevé un scandale. Alors je t'avais dit: "Avec de telles habitudes, ce n'est guère étonnant que cela finisse en guerre civile..." Tu avais été très fâchée.

Elle - C'était vraiment une réflexion raciste: tu avais dit ça avec beaucoup de suffisance ! Et puis tu sais, chez nous, si on voit quelqu'un profiter d'une relation personnelle, on regrette pour soi, mais on se réjouit pour lui, et on patiente.

Lui - Oui, je m'étais mal exprimé, mais quand même... N'y avait-il pas un peu de vrai ? Les solidarités locales, ethniques ou religieuses, sont plus fortes que l'auto-discipline de l'individu qui, en société, devrait incarner le lien national. A terme, est-ce que ça ne risque pas d'exacerber la concurrence entre les groupes ? Est-ce que c'est sans relation avec l'incapacité de l'Etat libanais à fusionner des communautés diverses pour les constituer en une nation, bref, l'anarchie, la guerre civile ?

Elle - Cela dépend aussi de facteurs de politique étrangère. Il y a eu tellement d'ingérences extérieures, dans cette guerre!

Lui - Oui, et on sait que l'identité nationale se construit souvent contre les autres, contre une autre nation. Alors il faut souhaiter que les Libanais apprennent à reconnaître leurs amis de leurs ennemis. Mais les nations se forment-elles toujours de la même façon ? Il ne s'agit pas nécessairement d'inciter à la haine: dans la Marseillaise, nous, les Français, nous exigeons qu' "un sang impur abreuve nos

*sillons !* " mais aujourd'hui, on envisage de supprimer cette réference...

Pour affronter l'avenir, il faudrait peut-être commencer par faire l'inventaire des atouts qu'a en mains le peuple libanais. Et surtout, ce qu'il peut en faire: définir un projet d'identité nationale, ce qui devrait s'y trouver, et ce qui ne devrait pas s'y trouver.

Elle - L'identité nationale, nous avons eu ça dans le passé: le Mont Liban, l'Emir Fakhreddin, l'Emir Shehab... Il faudrait que ça renaisse...

Lui - Oui, mais ça n'était pas le Liban de 1943, qui est beaucoup plus vaste et hétérogène. Cette identité ne va pas de soi: la preuve, c'est que sa définition est elle-même une source de conflit. Tu dis qu'il faudrait que ça renaisse, mais moi je dis il faudrait plutôt que ça "naisse", tout simplement. Une identité, ça se fabrique. Au moyen de l'Etat, notamment.

### L'Etat, un corps étranger

L'idée d'un Etat libanais ne s'est pas imposée d'elle-même, et elle n'a toujours pas fini de s'imposer. Pense à ton père, par exemple: il était né ottoman, et il travaillait entre Alep et Beyrouth, les frontières actuelles n'existaient pas encore. La génération d'après, la tiennne, est née dans un Liban indépendant. Mais alors il y a eu le nationalisme arabe. Du coup, non seulement l'appareil actuel hérite des structures de l'Etat colonial, mais il paraît souvent tout à fait inutile. Il a du mal à se faire accepter comme destin partagé.

Jusqu'à maintenant, de nombreuses fonctions sociales et administratives ne sont pas remplies par l'Etat, mais par des instances communautaires, par exemple l'état civil, l'éducation, la santé. C'est aussi le cas du règlement d'un certain nombre de conflits où l'Etat trouve habituellement sa justification la plus évidente. Rappelle-toi cette histoire qui était arrivée à ta mère, il y a quelques années. Elle s'était fait voler des bijoux de valeur. On avait retrouvé le voleur, ou plutôt le receleur; c'était un voisin qui les avait "trouvés", mais il n'était pas prêt à les rendre. Par l'intermédiaire de la milice locale, on le contacta. Mais cela ne suffit pas. Alors qu'elle-même me racontait cette histoire, quelqu'un lui dit: "Pourquoi n'avez pas contacté la police?" Elle, un peu prude et déjà assez âgée, répondit offusquée: "Moi, appeler la police? Pour quelques bijoux?!"

Son attitude était la résultante de plusieurs sentiments différents: d'abord, le souci de préserver des bonnes relations de voisinage, mais aussi l'honneur, le quant-à-soi et la modestie sexuelle. Une vieille dame respectable comme elle n'irait pas mettre une telle affaire sur la place publique (en faisant appel à l'Etat): cela aurait été afficher une frivolité qui, selon les conventions sociales de sa petite ville, n'est plus de son âge. En tout cas, la source principale de légitimité de l'Etat, qui est normalement d'exercer la force de manière collective et officielle, n'était pas prise en compte.

Ce qui est plus grave encore que l'impuissance de l'Etat, ou l'indifférence à son égard, c'est qu'on n'a pas avec lui que des relations conflictuelles ou des relations d'intérêt. Il peut alors être considéré comme un prédateur dangereux; ceux qui en détiennent les rênes sont accusés d'en profiter systématiquement, et de "se sucrer" au passage. C'est sans doute fondé, mais c'est aussi une bonne raison pour ne pas payer les impôts qui pourraient devenir autant de recettes publiques. Cette situation, avec la fin de la guerre, risque de s'accroître pour nombre de petits métiers qui sont nés de l'économie de la guerre. Ainsi, ce chauffeur de taxi qui se plaignait du projet de restauration du chemin de fer, parce que, disait-il, "s'ils remettent le train en marche, nous allons tous être au chômage".

Se rendait-il compte, ce chauffeur de taxi, qu'il s'attaquait à un symbole important de l'unité libanaise? En effet, les lignes de chemins de fer avaient été les premières coupées par la milice: elles incarnaient trop l'unité géographique de l'Etat. Au cours des événements de 89-90, la même milice avait d'ailleurs été accusée de démanteler systématiquement les infrastructures administratives de la région, de brûler les registres d'état civil, etc.... Comme je le disais tout-à-l'heure, à l'autre bout de la société, il y a la famille, qui contraste nettement par sa cohésion, son dynamisme, et aussi par l'expansionnisme de son modèle dans la pyramide sociale..

### La parenté, une relation émotionnelle

Les Libanais disent souvent qu'ils ont survécu à la guerre civile grâce à la solidité de leurs liens familiaux. Et on peut les croire. Quel peuple est plus passionné par les enfants? Quel peuple aime plus ses vieillards, dont Fairouz a immortalisé la beauté dans une de ses chansons? C'est ce que les sociologues appellent du terme impropre de "famille élargie" (ce serait plutôt la nôtre qui a "rétréci"). Ta fa-

mille, par exemple, c'est un clan d'une centaine de cousins germains, elle représente un système de sécurité sociale et de sécurité tout court. Les oncles, tantes et grands-parents jouent un rôle considérable. Il y a l'homme fort de la famille (*ibn al-balad*, le "fils du pays"), celui qui forme ses cousins et ses neveux, moralement et professionnellement, celui qui leur trouve du travail, au pays ou à l'étranger. Mais à côté de ces choses relativement bien connues, j'en ai remarqué d'autres qui le sont moins, comme la perception culturelle de la parenté.

Si les relations de parenté sont pour les ethnologues l'occasion de tracer des graphiques compliqués, pour les montagnards libanais, elles sont avant tout un sujet de conversation inépuisable, dont on tire un plaisir renouvelé. Il y a les *sobhiyat*, ces visites du matin ponctuées par de nombreuses tasses de café, où les femmes (surtout) s'échangent les nouvelles du jour. Dans la *sobhiya*, on prend la mesure du monde en lui imposant le rythme de la narration, mêlant curiosité et bonne volonté, avec le souci constant de connaître tout sur la famille, la sienne propre, mais aussi celle des autres.... Ainsi, une de tes tantes n'a-t-elle de cesse de définir le pedigree familial de tel jeune homme, dont son fils lui parle, mais qu'elle n'a jamais rencontré: "Oui, j'ai bien connu sa mère, qui était l'amie de ta tante Unetelle, etc..." Cela devient un véritable jeu de devinettes.

On fait aussi des devinettes non plus à partir des noms, mais à partir du visage. Rappelle-toi cette rencontre faite dans un village à une dizaine de km de chez ton oncle: en chemin nous croisons un homme d'âge mûr qui s'enquiert de notre identité: "Ah, tu es la nièce de Sulayman, le maire du village X?! ... Oui, je le connais très bien. Et toi, dit-il en me dévisageant, toi tu es son fils!"

Elle - Et moi qui protestais: "Non, pas du tout, ce n'est pas son fils, c'est mon mari". Rien n'y fit: "Si si, j'en suis sûr, tu es le fils de Sulayman, c'est toi qui lui ressemble le plus!"

Lui - A la limite, s'allier à un clan, c'est devenir consanguin. Cela s'évalue grâce à la science des visages, la physiognomonie (*qiyafah*), une ancienne tradition arabe.

Et puis il y a aussi la région: c'est un facteur de solidarité non négligeable. Dans les régions mixtes, se revendiquer d'un même terroir, cela permet de passer par dessus les différences confessionnelles.

Elle - Dans ce but, on inventait de nouvelles relations de parenté:

on donnait les enfants d'une communauté à élever à des nourrices d'une autre et inversement, comme ça, tout le monde était frère de lait!

Lui - Oui, ça, ça devait être formidable. Et pourtant, ce système là a éclaté, il n'a pas suffi à endiguer la violence. C'est curieux, jusqu'à maintenant, au Liban, chacun semble connaître tout le monde, ou croit connaître tout le monde. Il est rare que deux Libanais se rencontrent, même à l'étranger, et qu'ils n'aient pas plusieurs connaissances en commun. Si bien que l'on finit par s'exclamer émerveillé: "Comme on dit, ce que le monde est petit!" Cependant, ça non plus ça n'a pas empêché la guerre.

Donc le système de solidarités semble avoir été détourné au profit d'une communauté ou d'une milice dominante, au niveau d'une région, qui devient alors comme une espèce de grande famille. Les différences religieuses ont été soulignées et exploitées par des leaders démagogiques, soi-disant pour assurer la survie. Mais comme il y avait peu de mariages mixtes, c'est la solidarité primaire, familiale qui a primé. De sorte qu'il faut bien reconnaître que cette solidarité a une part de responsabilité, même involontaire, dans ces manipulations. C'est peut-être ce qui explique que ça ait marché: va-t-en reconnaître des frères de lait dans un combat de rue...

Les communautés religieuses ne sont donc pas que des structures abstraites. Ce ne sont pas non plus que des systèmes de pouvoir (sinon, on aurait eu une révolution, au lieu d'une guerre civile). Ce sont des réalités qui s'enracinent dans des structures familiales, qui sont faites de sentiments et d'émotions, de chair et de sang, et aussi de beaucoup d'habitudes. Or dans l'urgence, ces structures locales exercent une action plutôt centrifuge sur l'Etat, et donc aussi sur l'idée de nation.

### La wasta: "piston" ou "médiation" ?

Compte tenu de cette situation, on comprend le recours systématique au "piston", ce que les Libanais appellent la *wasta*: c'est bien sûr un réflexe de survie; demander un service à un proche, un ami, un cousin. Mais ce n'est pas que cela. On peut alors se demander à partir de quand on ne devient pas complice de la déliquescence de l'Etat.

Cette année, alors que je cherchais à rencontrer un officiel, dans le cadre de mon travail, tu avais insisté pour que je prenne les contacts

d'une manière privée, par ton frère Fadi, dont cette personne est le voisin. J'eus l'impression que c'était là une ingérence abusive dans mes affaires professionnelles, et que, suivant mon habitude, je ferais bien mieux de le contacter d'une manière officielle : cela ferait plus sérieux. Un peu énervé par ton insistance je t'avais dit : "Vous, vous êtes pires que les bédouins du désert, vous êtes complètement tribaux".

Elle - Je ne sais s'il fallait prendre ça pour un reproche ou pour un compliment... Tu sais très bien que ces attitudes ne concernent pas seulement l'Etat, elles sont habituelles dans tout un tas de circonstances entre les individus eux-mêmes.

Lui - Oui. Il y a sans nul doute une tradition culturelle, très respectable, de *lawasta*. C'est l'histoire des frites, l'été dernier. Un jour, j'allais chercher des frites dans un restaurant qui appartient à ton frère, Salim. Si on vient de sa part, on est sûr d'être bien servi. Mais comme il se trouvait être absent à ce moment là, je n'osais pas rappeler au garçon qui j'étais.

Elle - Je t'avais pourtant dit de dire que tu es un proche de Salim (*min arabatuh*) !

Lui - Si les serveurs m'avaient reconnu (j'étais déjà venu plusieurs fois), je n'aurais pas vu d'inconvénient à en profiter, mais je n'avais pas envie de le dire comme ça, de but en blanc. Résultat, comme on pouvait s'y attendre: le garçon du restaurant me servit des frites réchauffées de l'avant-veille.

Elle - Le moment où j'ai vu les frites, j'ai su que tu ne l'avais pas dit !

Lui - Oui, je n'aime pas dire ça comme ça, directement ! Dans notre esprit laïc, en France, on considère qu'on ne mérite pas un traitement différent des autres. Et ne serait-ce pas aussi faire injure au restaurateur de penser qu'il ne fait pas le même effort pour tous ses clients ? Nous aussi nous avons des principes.

Elle - Allons, des principes pour une poignée de frites ?!

Lui - Parfaitement, les principes ça s'applique dans les petites choses comme dans les grandes. Sinon, ce ne sont pas des principes ! Bref, à la suite de cet incident, j'ai décidé de faire un essai d'appren-

tissage du "clanisme" en ton absence : alors que je visitais la citadelle, je dis en plaisantant au guide qu' "il ne doit pas me considérer comme un touriste ordinaire car je suis le genre de Salim". Et ça a marché ! Il s'est très bien occupé de moi, il m'a offert à boire, etc.. Ce qui m'avait frappé dans cette histoire, c'est que lui était aussi content de m'être utile, que moi de profiter de ses services. Cela lui faisait plaisir, et ça n'excluait pas la gentillesse. Alors qui est responsable ?

Cette "médiation", *al wasta*, c'est donc à la fois une institution traditionnelle et une déviation moderne de cette institution, par laquelle la société médiatise, dans le sens littéral du terme, sa relation avec l'Etat moderne et avec elle-même. Mais cette médiation, il ne faut pas se le cacher, c'est souvent une solution de facilité. Le résultat est que cela devient un écran de plus entre le citoyen et l'Etat, et entre les groupes eux-mêmes.

Elle - Peut-être ne faut-il pas trop généraliser : ce que tu connais le mieux est une partie du Liban qui est restée marquée par la vie montagnarde, par la densité des liens familiaux et des solidarités de village ; tout le Liban n'est pas nécessairement comme ça. Par contre, la France, elle aussi, a ses défauts...

Lui - En tant qu'indigène de ma propre culture, cela m'est très difficile de parler de la France. Mais toi, tu peux en parler, puisque tu es en train de découvrir la France et les Français. Depuis que nous vivons ensemble, tu m'as fait découvrir beaucoup de choses sur mon pays.

Elle - Dans ta famille, on est instituteurs depuis au moins quatre générations, tu hérites d'une tradition très forte. Chez vous, il y a un ethos laïc, c'est-à-dire un style culturel par lequel s'exerce l'emprise de l'Etat sur les individus, et qui se traduit dans les corps, les habitudes et la vie de tous les jours..

#### Une cosmologie laïque

La simple idée que l'on puisse resquiller dans le train ou cacher quelque chose à son percepteur vous fait frémir, elle vous empêche de dormir. "Le règlement, c'est le règlement" entend-on souvent. Le style culturel du fonctionnaire est quelque chose qui s'élabore au travers des institutions en apparence parfaitement neutres, comme l'école, l'administration, les banques nationalisées, etc.. Ce style, il s'acquiert beaucoup à travers la rationalisation du travail

qu'implique l'administration. Pense-t-on jamais à la discipline intellectuelle qu'il faut acquérir pour établir, de manière anonyme, des dossiers dans un ministère ? Et quel esprit de sacrifice ! Le fonctionnaire travaille pour que le service continue, après son départ, après sa mort. Et il fait don de cette oeuvre à l'Etat Tout Puissant, chose que nous, en Orient, faisons plutôt à l'intention de Dieu. Chez vous, le Service Public, a vraiment une âme (c'est d'ailleurs ainsi que l'on appelle certains grands commis de l'Etat : "les Hussards Noirs", "l'Âme du Service Public"). Cela s'accompagne donc d'une vision du monde, une véritable cosmologie.

On comprend mieux le système en regardant ses dysfonctionnements, lorsque la machine s'emballa. Ceux qui n'acceptent pas le système sont vite marginalisés, confinés dans des attitudes de révolte qui ne sont pas toujours très saines... De même, le discours de tant de névrosés en Occident, témoigne, par ses outrances mêmes, de l'importance de ces préoccupations : la ponctualité, la répétition des gestes, le respect des hiérarchies absurdes. A-t-on jamais vu quelqu'un en Orient, concentrer sa folie sur les horaires d'autobus, l'orthographe des mots ou les interstices entre les dalles de trottoirs ? Chez nous, les fous parlent d'autre chose...

Par contre, ces serviteurs fidèles de l'Etat accordent beaucoup moins d'importance à la propriété foncière. Cela contraste énormément avec l'importance que nous, Libanais de province, nous accordons au patrimoine familial.

Lui - Nous, provinciaux en voie d'urbanisation, nous sommes en train de brader tout ça. Maintenant, je comprend mieux une conversation avec un de tes oncles. Il m'avait demandé, soupçonneux :

"Tu as de la terre, à Paris, tu as une maison ?"

- Oui, mes parents ont une maison avec un grand jardin en dehors de la ville. Moi, je n'ai qu'un petit appartement en location dans Paris.

- Mais si tes parents ont de la terre, pourquoi ne construis-tu pas à côté d'eux ?

Elle - La terre, c'est non seulement un signe d'opulence et de prestige social, mais aussi la sécurité sociale et la retraite, et enfin une concrétisation de la solidarité. D'où l'importance fondamentale de son accumulation tout au long de la vie d'un individu, de préférence dans le voisinage de la famille.

On pourrait parler aussi du commerce. Au Liban, nous sommes tous un peu commerçants. En France, il y a une division culturelle des

activités : n'est pas commerçant qui veut. Des gens (comme tes parents), clients de père en fils dans une banque nationalisée, ont du mal à imaginer que l'on puisse placer son argent en prenant des risques. De son côté, une banque d'état est prête à perdre un bon client, plutôt que de baisser ses taux de crédit... A force d'en jouir, les Français oublient peut-être à quel point la présence rassurante de l'Etat conditionne tous leurs comportements quotidiens.

Lui - Oui, mais attention, c'est un acquis que le monde nous envie, et qui n'aurait pas existé sans d'intenses luttes syndicales ! Je sais que la mode est à brader le patrimoine national, pour financer les dépenses publiques, aussi bien à Beyrouth qu'à Paris, mais quand même ?!...

Elle - Je ne dis pas qu'il faut le démanteler ; mais on ne doit pas non plus se cacher les effets secondaires négatifs qu'une soumission exagérée au système peut avoir sur l'individu, sur son aptitude à innover. Il y a là des différences culturelles profondes, et subtiles, parce que non verbalisées. J'en fis l'expérience amère lorsque je commençai à faire toute seule un certain nombre de démarches administratives en France. Ces relations entre le citoyen et l'Etat s'incarnent dans une codification très stricte du corps des fonctionnaires et des administrés.

#### Distance entre les corps et hiérarchie

Régulièrement, je m'accrochais avec des fonctionnaires, sans comprendre pourquoi. Je mettais cela sur le compte de leur "manque d'éducation". Ce n'est qu'au bout de plusieurs années que je compris qu'il fallait nécessairement respecter un certain nombre de codes dans le déplacement du corps et la manière de s'adresser à eux.

Lui - Oui, tout est dans la nuance: ne pas interrompre le préposé lorsqu'il parle avec une autre personne, signaler silencieusement sa propre présence par un déplacement discret du corps, un toussotement mais tout en attendant qu'il vous adresse la parole, etc... Tout cela tend à disparaître avec les tickets d'attente et les marques sur le sol.

Elle - Il n'y a pire exemple de rationalisation des rapports humains ! Et cette politesse qui finit par cacher un comportement d'automa-

tes... C'est horrible, en France, j'en viens parfois à ne plus dire "bonjour", tellement ça a l'air artificiel ! Cela devrait peut-être pouvoir rester plus spontané. Quant à la voie hiérarchique dans l'administration française, est-elle moins rigide que les structures féodales qu'on a attribuées parfois au "despotisme oriental" ?  
Ce qui est amusant, c'est que ces relations du citoyen français avec l'Etat ont contribué à modeler un caractère national français, qui est très particulier. Il n'est pas toujours à votre honneur, mais il témoigne surtout, à mon sens, de la grande solitude du citoyen face à la machine d'état.

### Un caractère national: francs, avarés et grognons

Certains défauts sont sans doute liés à l'extrême rationalisation de l'économie: c'est ce que j'appellais en arrivant ici votre "pingrerie". Je fus très contente de m'apercevoir qu'un illustre voyageur égyptien avait ressenti exactement la même chose il y a plus d'un siècle : Tahtawi décrivait les Français comme "plus proches de l'avarice que de la générosité". Mais j'admets que cette perception soit relative, et qu'elle soit aussi liée à notre conception culturelle du don et de l'hospitalité dans les pays arabes.

Un autre trait de caractère chez les Français, et surtout les Parisiens, c'est leur caractère grognon et bourru. Outre le temps pluvieux, la grogne des Parisiens, on le sait, prend souvent pour objet l'Etat. N'est-ce pas une part constitutive de leur personnalité nationale ?

Lui - C'est vrai, si nous grinchons, c'est précisément parce que nous payons, en dernier ressort, nos impôts, notre carte orange, nos factures d'électricité. Mais c'est aussi parce que nous considérons l'Etat comme étant à notre service. Nous pestons plus à une queue de la Sécurité Sociale qu'à celle d'un supermarché, comme si toucher de l'argent allait plus de soi qu'en déboursier... Pourtant, cette grogne n'est pas dirigée seulement contre l'Etat, mais aussi contre "les autres", "les gens", les étrangers, les jeunes, etc... C'est vrai que ça finit souvent mal.

Elle - Ce qui est sans doute le plus étonnant, pour des Orientaux, ce n'est pas que des conflits existent, ni que deux personnes puissent se fâcher, cela arrive partout. Le plus étonnant, c'est qu'ils n'aient pratiquement pas d'institutions pour se réconcilier. En France, on valorise la franchise d'une manière un peu présomptueuse ("franc"

et "français" vont de pair). On prétend se dire les choses "en face", "entre hommes", alors, ça laisse les protagonistes seul à seul, livrés à la violence. La violence des sentiments, j'entends, qui est bien plus destructrice que la violence physique. Est-ce bien raisonnable ? Nous, au contraire, nous avons l'art oriental de la médiation. C'est tout l'inverse: on dit qu'il faut "ménager l'eau de la face" (*Mâyat al-wujh*). Chez nous, même les colères se mêlent subtilement d'humour; elles laissent la porte ouverte à la discussion, tout en faisant fermement appel aux valeurs partagées (Dieu, la famille, le voisinage, etc.). En Occident, il n'y a presque plus de tradition pour rapprocher les citoyens; l'Etat, très éloigné, très au-dessus d'eux, les laisse comme orphelins. Ce qui leur manque, c'est bien une "médiation", au sens des sociologues. Or note bien qu'en arabe, cette "médiation", ça se dit *wasâlah*: c'est le même mot que tu traduaisais tout-à-l'heure avec dédain par "piston".

Personnellement, je suis très heurtée par tous ces comportements français qui témoignent de la désagrégation des relations familiales. Ainsi, depuis plusieurs mois, nous n'avons pas de nouvelles de ta tante et de son époux malade. Un jour, tu leur téléphones pour leur dire que tu passes dans la région et que tu aimerais leur rendre visite; ta tante te répond qu'elle préfère que tu ne viennes pas, car elle ne se sent pas la force de t'accueillir... J'en ai été sidérée ! Mais ce qui est encore plus étrange, c'est que, toi-même, tu n'aies pas insisté: chez nous, on aurait insisté et on aurait imposé affectueusement sa présence, on aurait trouvé les mots. Est-ce que chez vous, on ne rend visite aux malades qu'après leur mort ?!

Lui - ...

Elle - Ce qui me frustre dans les relations humaines en France, c'est surtout leur anonymat. C'est terrible. On ne peut pas, comme au Liban, parler avec sa voisine le matin, savoir qu'on peut compter sur elle. Ce sont "des petites choses" qui ont beaucoup d'importance pour moi.

### Tout ce qui fait une nation

Lui - Tu sais, cet anonymat peut s'interpréter différemment. Un anthropologue, B. Anderson, définit ainsi le concept de nation: pour lui, une nation est une communauté politique imaginée. Il veut dire par là que dans un Etat, qui, par définition, est assez vaste, personne ne connaîtra jamais la plupart de ses concitoyens, ni ne les rencon-

trera, ni même n'entendra parler d'eux; et pourtant, dans l'esprit de chacun, est présente l'image de leur communion anonyme. Ce sentiment d'appartenance à une nation est donc totalement imaginé, pour ne pas dire imaginaire. Il est rendu possible par l'utilisation de moyens de communication qui permettent de simuler les situations et de les représenter, donc de se les "imaginer". L'écriture en est un très important. A travers l'école publique, par exemple, il est très important d'avoir des programmes scolaires communs dans tout le pays, (sans que les élèves se connaissent entre eux): chose qui, comme on le sait, fait cruellement défaut au Liban.

Mais il y a aussi la presse, qui offre chaque matin au lecteur une méditation laïque, où il contemple juxtaposés les innombrables événements, petits et grands, qui font une communauté nationale. Ces événements, ils ne se rencontreront jamais ailleurs que dans la conscience de ce lecteur: ce ministre qui a démissionné et cet accident de voiture, cette inauguration officielle et ce crime de droit commun etc...

Elle - C'est aussi quelque chose que je supporte difficilement à la TV, cette juxtaposition de flashes, tantôt tragiques et tantôt futiles...

Lui - Même les Français se plaignent de cet anonymat. Et pourtant ils font avec, précisément parce qu'il fait partie de ce qui cimenterait leur système social. Je me demande si les Libanais, lorsqu'ils croient connaître tout le monde dans leur région, ou même dans tout le pays ("Comme le monde est petit"), n'entretiennent pas le mythe d'une Nation qui serait à l'image d'un village, où tout le monde se connaîtrait, alors que justement, c'est cela qui n'est plus possible. Autant c'était possible à l'époque du Mont-Liban, où seules deux communautés étaient en cause, autant ce ne l'est plus depuis 1943. Ainsi, cette magnifique "culture familiale" peut être un frein à l'adoption de modes de vie plus "étatiques", pour tout dire, plus laïcs...

Elle - Eh bien, j'en serai malheureusement un cas typique: entre la convivialité de la *sobhiyah* matinale, et cette abstraction qu'est la lecture solitaire du journal dans le métro, moi je choisis sans hésiter la *sobhiyah*. Comment être séduite par ce froid modèle étranger, quand on a encore l'horizon rassurant d'un microcosme familial ?

Lui - A l'inverse, je trouve que les Libanais ont eu parfois des réflexes plutôt sains, par exemple vis-à-vis des signes de reconnaissance religieux: dès le début de la guerre civile, on a commencé à

donner aux enfants des prénoms qui ne peuvent pas trahir d'émblée l'origine religieuse: c'était un pas modeste vers un anonymat plus laïc. Dans cet ordre d'idée, est-ce qu'on ne peut pas considérer les coups de klaxon que s'envoyaient les automobilistes au Liban ces derniers mois, comme le début d'un sentiment typiquement national ? "*Tarata-ta-ta ! Gé-né-ral !*" Signe de reconnaissance, certes, mais qui n'exige pas de "faire connaissance" individuellement, au contraire (on se les lance dans ce fameux tunnel, où justement l'anonymat est garanti).

Elle - Hélas, bien tardive, cette naissance d'un sentiment national semble pour l'instant hypothéquée par la confusion du projet politique de Aoun. On se demande vraiment par quoi commencer ?

Lui - Moi, je suis persuadé qu'il y a entre les groupes humains des filtres psychologiques, des sortes de miroirs réfractants qui amplifient souvent les problèmes politiques. Si ils étaient reconnus comme tels, est-ce que ça ne permettrait pas d'avancer vers des compromis acceptables ?

### Des filtres psychologiques

Ces barrières, personne ne les a vraiment étudiées au Liban, ni en France, d'ailleurs. Et elles existent aussi entre les cultures, elles sont des obstacles à la communication. J'ai pu moi-même l'expérimenter à travers ma propre expérience d'indigène français, telle que je te l'ai décrite.

Dans les réactions émotionnelles qui ont été les miennes lors de ma confrontation à la culture orientale (par ton intermédiaire), il y a une certaine constance. Lorsque tu doubles dans la file d'attente, ma réaction spontanée, émotionnelle, est de me mettre à la place du patient français qui attend son tour, et qui est ulcéré lorsque quelqu'un "double". Mon excès de langage s'explique par le fait que je revivais en imagination cette expérience désagréable. D'autant plus que c'est aussi un facteur de conflits inter-culturels en France même. C'est seulement avec tes explications que j'ai compris que mon comportement n'était pas nécessairement très adapté.

De même, comme tu l'as toi-même reconnu, ta perception du caractère national des Français est inséparable de ta propre culture orientale. Toi aussi, tu réagis d'une manière épidermique, plus que rationnelle.

Elle - Oui, vues de l'intérieur, les choses ont toujours un autre visage.

Lui - Mais ces barrières existent aussi dans les rapports entre les citoyens et l'Etat : que ce soit la défiance d'un citoyen par rapport à un Etat qui n'a pas de légitimité, ou le civisme excessif d'un fonctionnaire zélé, ils sont toujours vécus sur un mode émotionnel qui donne aux choses toute leur complexité. L'intensité affective est le plus souvent excessive, et les justifications qu'on en donne sont souvent sujettes à caution.

Pour le sociologue, cette émotion n'est pas homogène, et en être prisonnier n'est pas inéluctable. Bien sûr, on ne se débarrassera jamais totalement de l'émotion en société, et ce n'est sans doute pas souhaitable. Mais pour le chercheur, il y a un résidu émotionnel qui reste quand tout, sur le plan du raisonnement rationnel, devrait le conduire à plus d'objectivité. Et ce résidu, nous parvenons pourtant à le réduire (ce qui demande beaucoup de patience).

En Orient, l'introduction de modèles culturels étrangers comme celui de l'Etat-Nation provoque elle aussi des réfractions émotionnelles, elle provoque deux types d'attitudes également désastreuses si on n'y prend garde. La première consiste à appliquer un modèle étranger avec trop de zèle, sans faire la part des adaptations nécessaires. Cela se fait souvent par rejet, là encore trop émotionnel, de ce que l'on croit être des archaïsmes. A l'inverse, une autre attitude consiste à rejeter violemment ces innovations comme des corps étrangers, comme en témoignent beaucoup d'événements récents au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Ces deux excès sont souvent complices dans l'aveuglement.

Essayer de mettre de l'ordre dans cet écheveau de l'identité culturelle, est-ce que ça n'aiderait pas les Libanais à devenir eux-mêmes, je veux dire une Nation ?

*(Les intertitres sont de la rédaction)*

## Cinéma